



Toute la population serait touchée par le budget d'austérité 2026 et les retraité·es seraient frappé·es encore plus fortement Tous et toutes ensemble, mobilisation le 2 décembre

Le gouvernement Lecornu a annoncé son projet de budget 2026, un plan d'austérité pour faire payer les retraité·es, les plus précaires, les travailleurs et travailleuses, les jeunes, les privé·es d'emploi, les étudiant·es... C'est non !

Bien sûr, l'Assemblée nationale a adopté des amendements qui suppriment quelques régressions sociales, mais qu'en restera-t-il après le passage au Sénat, le retour à l'Assemblée, le vote du budget, d'éventuelles ordonnances, ... Nous ne sommes assurés de rien, seul le rapport de forces améliorera notre situation.

D'après les calculs de l'OFCE, ce sont les personnes en retraite qui paieraient le plus. À cause de la seule année blanche, soit le gel des pensions et de l'ASPA (minimum vieillesse), l'augmentation des impôts et de la CSG par le gel des barèmes : 350 € par an pour un ménage comprenant un·e ou plusieurs retraité·es. Gel des pensions et hausse de la CSG signifie baisse des pensions nettes !

Le gouvernement vise de façon spécifique les retraité·es par des mesures : suppression des 10 % d'abattement pour les impôts sur le revenu qui ferait perdre jusqu'à 390 € par an. Une partie d'entre nous, qui ne payaient pas d'impôts, en paieraient et perdraient des exonérations des prestations versées sous conditions de revenus (tarifs sociaux, chèques énergie, tarifs de transport réduits, aides au logement, etc.). Les femmes retraité·es, avec un niveau de pension inférieur en moyenne de 40 % à celui des hommes, seraient encore une fois les grandes perdantes.

Le doublement des franchises médicales, les menaces sur l'ALD, le recul des services publics impactent l'ensemble de la population, mais ce sont les personnes âgées, qui ont le plus besoin de se soigner, qui utilisent le plus les services publics de proximité, qui seraient encore plus pénalisées.

Le gouvernement met en péril notre modèle social de 1945, né de la création de la Sécurité Sociale et de la solidarité entre les générations, alors que les plus fortunés et les grandes entreprises sont épargnés par les mesures d'austérité du gouvernement.

Nos organisations appellent l'ensemble des retraité·es à participer massivement aux manifestations organisées sur le territoire pour exiger :

- ✓ L'indexation des pensions à minima sur l'inflation au 1^{er} janvier 2026.
- ✓ La revalorisation des pensions indexées sur le salaire moyen.
- ✓ Le maintien de l'abattement fiscal de 10%.
- ✓ La revalorisation des prestations sociales à minima du niveau de l'inflation.
- ✓ L'abandon du doublement des franchises médicales.
- ✓ Le maintien et le développement des services publics sur l'ensemble du territoire.

**ROUEN : 10h00 Cours Clémenceau
LE HAVRE : 10h00 Hôtel de ville**